



Les réactions sont unanimes après l'attaque à la voiture-bélier qui a visé une synagogue à Toulouse lundi soir. Nicolas Sarkozy condamne "avec la plus grande fermeté", mardi, l'acte de vandalisme. Le Président demande aux services de police et à la Justice de "mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour que ses auteurs soient interpellés et sévèrement sanctionnés". "Notre pays ne saurait tolérer que la tension internationale se traduise par des violences communautaristes", affirme le chef de l'État, qui se trouve actuellement à Damas, en Syrie.

Dans le sillage du président de la République, plusieurs voix se sont élevées face à cet acte. La ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie dénonce un "acte débile et révoltant". Interrogée sur RMC sur les liens éventuels entre l'attaque et la situation au Proche-Orient, elle est restée prudente. Elle s'est montrée soucieuse de la situation au Proche-Orient et de ses éventuelles conséquences en France. "Ma préoccupation, c'est que la situation ne dégénère pas dans notre pays, que la violence ne soit pas importée", souligne-t-elle. Lundi, Michèle Alliot-Marie a d'ailleurs reçu les présidents du Conseil français du culte musulman (CFCM) et du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), ainsi que les responsables des services de police et de gendarmerie pour, justement, éviter des débordements, notamment lors de manifestations. "Vigilance de tous les instants, c'est un petit peu l'attitude du gouvernement en la matière", a résumé le porte-parole du gouvernement Luc Chatel, faisant valoir que les mesures de sécurité ont été renforcées à proximité des lieux de culte.

Indignation et inquiétude

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), le Consistoire central de France et SOS Racisme condamnent une "agression antisémite". Pour sa part, le Consistoire central de France condamne "l'accumulation d'actes de violences commis contre des synagogues en France et appelle à la réaction des pouvoirs publics". Il demande "avec insistance (...) de faire au plus vite toute la lumière sur ces signes annonciateurs d'une nouvelle vague d'actes antisémites qui revient à nos portes, mais surtout de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des lieux de vie juive en France et plus généralement de l'ensemble de la communauté juive".

"C'est une réaction d'antisémitisme au sens classique du terme", explique pour sa part au point.fr Nicole Yardeni, présidente du Crif Toulouse-Midi-Pyrénées.

Même indignation de Dominique Sopo, président de SOS Racisme, qui fait part de son "indignation" et de son "inquiétude". Le président du mouvement antiraciste estime également qu'il "est fort probable que cet acte criminel soit lié à la situation en cours dans la bande de Gaza" et souligne que "celles et ceux qui voudraient jouer le jeu de l'importation du conflit du Proche-Orient sur notre territoire ne le font certainement pas pour aider ni les Israéliens, ni les Palestiniens, à moins qu'il nous soit expliqué en quoi frapper un Juif ici améliorerait la situation dans la bande de Gaza ou en quoi se livrer à des ratonnades apporterait un plus à la sécurité d'Israël".

Enfin, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) se déclare "terrifiée par l'attentat à la voiture-bélier commis contre la synagogue Shaaré Emeth à Toulouse." Dans un communiqué, Raphaël Haddad, président de l'UEJF, souligne qu'il "est terrifiant de voir des individus importer le conflit en cours au Proche-Orient en s'attaquant aux Juifs." "Nous ne voulons pas revivre le même cauchemar qu'en 2001."